

### **Nouvelles publications de textes pour l'application du RIFSEEP !**

**Le décret n°2016-1916 du 27 décembre 2016 modifie diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement ...**

Le décret n°2016-1916 du 27 décembre 2016 modifie diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Il fixe les règles d'attribution des montants de l'indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise et du complément indemnitaire aux agents nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat.

Les décrets n°2009-1211 du 9 octobre 2009 et n°2010-258 du 12 mars 2010 sont abrogés, respectivement à la date du 31 décembre 2016 et à la date du 30 juin 2017.

L'arrêté du 27 décembre 2016 est quant à lui pris en application de l'article 7 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnelle dans la fonction publique de l'Etat. Il comporte trois annexes.

L'annexe 1 liste les corps et emplois qui bénéficient du régime indemnitaire au 1er janvier 2017, l'annexe 2 ceux qui en bénéficient au delà du 1er janvier 2017 et au plus tard le 1er janvier 2019 et l'annexe 3 ceux qui n'en bénéficient pas et dont la situation sera réexaminée le 31 décembre 2019 au plus tard.



# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat**

NOR : RDFF1634954D

**Public concerné :** fonctionnaires de l'Etat.

**Objet :** modification de certaines dispositions indemnitaires applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

**Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

**Notice :** le décret vise à :

- fixer les règles d'attribution des montants de l'indemnité de fonctions de sujétions et d'expertise (IFSE) et du complément indemnitaire applicables aux agents nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

- ouvrir la possibilité d'instaurer, pour certains corps et emplois, un comité d'harmonisation et d'attribution du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

- aménager le calendrier d'adhésion au nouveau dispositif.

Par ailleurs, il abroge deux décrets relatifs à la prime de fonctions et de résultats (PFR).

**Références :** le décret et le texte qu'il modifie, dans sa rédaction issue de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 30 novembre 2016,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le décret du 20 mai 2014 susvisé est ainsi modifié :

1° Avant l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un chapitre I<sup>er</sup> ainsi rédigé :

« Chapitre I<sup>er</sup>. – Dispositions relatives au fonctionnement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel »

2° Après l'article 6, sont insérés les chapitres II et III ainsi rédigés :

« CHAPITRE II

« *Comité d'attribution et d'harmonisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et dispositions particulières relatives aux agents nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat*

« Art. 6-I. – I. – Il est institué, auprès du secrétaire général du Gouvernement, un comité d'harmonisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel des emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat régis par le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat. Il se réunit au moins une fois par an. La composition de ce comité est définie par arrêté du Premier ministre.

« II. – Ce comité émet un avis préalable :

« – sur la détermination des montants de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise la première année de la mise en œuvre du régime tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et, en tant que de besoin, les années suivantes ;

« – sur la cohérence des montants susceptibles d'être attribués au titre du complément indemnitaire qui tient compte des résultats obtenus au regard de la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés annuellement ainsi que de la manière de servir ; à cet effet, le comité examine pour chaque type d'emploi la répartition et les niveaux des montants servis ainsi que leur évolution dans le temps ; il peut examiner des situations individuelles.

« Les avis du comité sont transmis au Premier ministre et aux ministres concernés.

« III. – Il peut également être institué un comité d'harmonisation et d'attribution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour d'autres corps et emplois mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

« Un arrêté du ou des ministres intéressés fixe, pour chacun de ces corps et emplois, la composition du comité, ses modalités de fonctionnement ainsi que ses compétences et attributions. »

« Art. 6-2. – Dans le cadre de l'attribution du complément indemnitaire dont peuvent bénéficier les fonctionnaires nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat, les objectifs qualitatifs et quantitatifs sont fixés chaque année :

« – par le préfet de région pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ; le secrétaire général du Gouvernement est informé des objectifs fixés ;

« – par le secrétaire général du ou des ministères intéressés, après avis du préfet de région, pour les directeurs régionaux et directeurs régionaux adjoints ; le préfet de région est informé des objectifs fixés ;

« – par le préfet de département, après avis du préfet de région, pour les directeurs départementaux et directeurs départementaux adjoints ; le secrétaire général du Gouvernement et le préfet de région sont informés des objectifs fixés.

« L'autorité mentionnée ci-dessus notifie par écrit les objectifs fixés. Cette notification a lieu chaque année, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année ou dans un délai de trois mois après une nouvelle nomination intervenant en cours d'année. »

« Art. 6-3. – I. – Les montants de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise des fonctionnaires nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat sont arrêtés et notifiés, après avis du préfet intéressé :

« – par le secrétaire général du Gouvernement pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du ou des ministères intéressés pour les directeurs régionaux et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du Gouvernement pour les directeurs départementaux et leurs adjoints ; le préfet de département et le préfet de région en sont informés.

« A chaque nomination d'un secrétaire général pour les affaires régionales, d'un directeur régional, d'un directeur départemental ou d'un de leurs adjoints, l'autorité mentionnée ci-dessus notifie au fonctionnaire nommé les montants attribués au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise.

« II. – L'évaluation de la manière de servir et du niveau atteint dans la réalisation des objectifs qui ont été assignés au fonctionnaire nommé sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat est conduite au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année au cours de laquelle le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est versé :

« – par le préfet de région pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ;

« – par le préfet de région pour les directeurs régionaux et leurs adjoints ;

« – par le préfet de département pour les directeurs départementaux et leurs adjoints.

« III. – Les montants du complément indemnitaire sont arrêtés et notifiés au fonctionnaire nommé sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat :

« – par le secrétaire général du Gouvernement, après avis du préfet de région, pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du ou des ministères intéressés, après avis du préfet de région, pour les directeurs régionaux et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du Gouvernement après avis du préfet de département pour les directeurs départementaux et leurs adjoints ; le préfet de région et le préfet de département en sont informés. »

## « CHAPITRE III

« Déploiement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions,  
des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

3° L'article 7 est ainsi modifié :

a) Au II, les mots : « l'ensemble des fonctionnaires » sont remplacés par les mots : « les autres corps et emplois » et les mots : « à l'exception de ceux relevant d'un corps ou d'un emploi figurant » sont remplacés par les mots : « et énumérés » ;

b) Après le II, il est créé un paragraphe III ainsi rédigé :

« III. – Nonobstant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, un arrêté des ministres chargés de la fonction publique et du budget énumère également :

« 1° Les corps et emplois qui, par dérogation au II du présent article, bénéficient des dispositions du présent décret au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et, au plus tard, soit le 1<sup>er</sup> juillet 2017, soit le 1<sup>er</sup> septembre 2017, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2018, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

« 2° Les corps et emplois qui, par exception, ne bénéficient pas des dispositions du présent décret. Toutefois, la situation de ces corps et emplois devra faire l'objet d'un réexamen avant le 31 décembre 2019, au plus tard. » ;

c) Les paragraphes III et IV deviennent respectivement les paragraphes IV et V.

**Art. 2.** – 1° Le décret n° 2009-1211 du 9 octobre 2009 relatif à la prime de fonctions et de résultats des chefs de service, des directeurs adjoints, des sous-directeurs, des experts de haut niveau et des directeurs de projet est abrogé à compter du 31 décembre 2016.

2° Le décret n° 2010-258 du 12 mars 2010 relatif à la prime de fonctions et de résultats des fonctionnaires nommés dans un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat est abrogé à compter du 30 juin 2017.

**Art. 3.** – Le ministre de l'économie et des finances, la ministre de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 décembre 2016.

BERNARD CAZENEUVE

Par le Premier ministre :

*La ministre de la fonction publique,*  
ANNICK GIRARDIN

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*  
MICHEL SAPIN

*Le secrétaire d'Etat  
chargé du budget  
et des comptes publics,*  
CHRISTIAN ECKERT

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat**

NOR : RDFF1634954D

**Public concerné :** fonctionnaires de l'Etat.

**Objet :** modification de certaines dispositions indemnitaires applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

**Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

**Notice :** le décret vise à :

- fixer les règles d'attribution des montants de l'indemnité de fonctions de sujétions et d'expertise (IFSE) et du complément indemnitaire applicables aux agents nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

- ouvrir la possibilité d'instaurer, pour certains corps et emplois, un comité d'harmonisation et d'attribution du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

- aménager le calendrier d'adhésion au nouveau dispositif.

Par ailleurs, il abroge deux décrets relatifs à la prime de fonctions et de résultats (PFR).

**Références :** le décret et le texte qu'il modifie, dans sa rédaction issue de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 30 novembre 2016,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le décret du 20 mai 2014 susvisé est ainsi modifié :

1° Avant l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un chapitre I<sup>er</sup> ainsi rédigé :

« Chapitre I<sup>er</sup>. – Dispositions relatives au fonctionnement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel »

2° Après l'article 6, sont insérés les chapitres II et III ainsi rédigés :

#### « CHAPITRE II

« *Comité d'attribution et d'harmonisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et dispositions particulières relatives aux agents nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat*

« Art. 6-I. – I. – Il est institué, auprès du secrétaire général du Gouvernement, un comité d'harmonisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel des emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat régis par le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat. Il se réunit au moins une fois par an. La composition de ce comité est définie par arrêté du Premier ministre.

« II. – Ce comité émet un avis préalable :

« – sur la détermination des montants de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise la première année de la mise en œuvre du régime tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et, en tant que de besoin, les années suivantes ;

« – sur la cohérence des montants susceptibles d'être attribués au titre du complément indemnitaire qui tient compte des résultats obtenus au regard de la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés annuellement ainsi que de la manière de servir ; à cet effet, le comité examine pour chaque type d'emploi la répartition et les niveaux des montants servis ainsi que leur évolution dans le temps ; il peut examiner des situations individuelles.

« Les avis du comité sont transmis au Premier ministre et aux ministres concernés.

« III. – Il peut également être institué un comité d'harmonisation et d'attribution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour d'autres corps et emplois mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

« Un arrêté du ou des ministres intéressés fixe, pour chacun de ces corps et emplois, la composition du comité, ses modalités de fonctionnement ainsi que ses compétences et attributions. »

« Art. 6-2. – Dans le cadre de l'attribution du complément indemnitaire dont peuvent bénéficier les fonctionnaires nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat, les objectifs qualitatifs et quantitatifs sont fixés chaque année :

« – par le préfet de région pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ; le secrétaire général du Gouvernement est informé des objectifs fixés ;

« – par le secrétaire général du ou des ministères intéressés, après avis du préfet de région, pour les directeurs régionaux et directeurs régionaux adjoints ; le préfet de région est informé des objectifs fixés ;

« – par le préfet de département, après avis du préfet de région, pour les directeurs départementaux et directeurs départementaux adjoints ; le secrétaire général du Gouvernement et le préfet de région sont informés des objectifs fixés.

« L'autorité mentionnée ci-dessus notifie par écrit les objectifs fixés. Cette notification a lieu chaque année, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année ou dans un délai de trois mois après une nouvelle nomination intervenant en cours d'année. »

« Art. 6-3. – I. – Les montants de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise des fonctionnaires nommés sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat sont arrêtés et notifiés, après avis du préfet intéressé :

« – par le secrétaire général du Gouvernement pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du ou des ministères intéressés pour les directeurs régionaux et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du Gouvernement pour les directeurs départementaux et leurs adjoints ; le préfet de département et le préfet de région en sont informés.

« A chaque nomination d'un secrétaire général pour les affaires régionales, d'un directeur régional, d'un directeur départemental ou d'un de leurs adjoints, l'autorité mentionnée ci-dessus notifie au fonctionnaire nommé les montants attribués au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise.

« II. – L'évaluation de la manière de servir et du niveau atteint dans la réalisation des objectifs qui ont été assignés au fonctionnaire nommé sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat est conduite au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année au cours de laquelle le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est versé :

« – par le préfet de région pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ;

« – par le préfet de région pour les directeurs régionaux et leurs adjoints ;

« – par le préfet de département pour les directeurs départementaux et leurs adjoints.

« III. – Les montants du complément indemnitaire sont arrêtés et notifiés au fonctionnaire nommé sur un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat :

« – par le secrétaire général du Gouvernement, après avis du préfet de région, pour les secrétaires généraux pour les affaires régionales et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du ou des ministères intéressés, après avis du préfet de région, pour les directeurs régionaux et leurs adjoints ; le préfet de région en est informé ;

« – par le secrétaire général du Gouvernement après avis du préfet de département pour les directeurs départementaux et leurs adjoints ; le préfet de région et le préfet de département en sont informés. »

## « CHAPITRE III

« Déploiement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions,  
des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

3° L'article 7 est ainsi modifié :

a) Au II, les mots : « l'ensemble des fonctionnaires » sont remplacés par les mots : « les autres corps et emplois » et les mots : « à l'exception de ceux relevant d'un corps ou d'un emploi figurant » sont remplacés par les mots : « et énumérés » ;

b) Après le II, il est créé un paragraphe III ainsi rédigé :

« III. – Nonobstant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, un arrêté des ministres chargés de la fonction publique et du budget énumère également :

« 1° Les corps et emplois qui, par dérogation au II du présent article, bénéficient des dispositions du présent décret au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et, au plus tard, soit le 1<sup>er</sup> juillet 2017, soit le 1<sup>er</sup> septembre 2017, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2018, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

« 2° Les corps et emplois qui, par exception, ne bénéficient pas des dispositions du présent décret. Toutefois, la situation de ces corps et emplois devra faire l'objet d'un réexamen avant le 31 décembre 2019, au plus tard. » ;

c) Les paragraphes III et IV deviennent respectivement les paragraphes IV et V.

**Art. 2.** – 1° Le décret n° 2009-1211 du 9 octobre 2009 relatif à la prime de fonctions et de résultats des chefs de service, des directeurs adjoints, des sous-directeurs, des experts de haut niveau et des directeurs de projet est abrogé à compter du 31 décembre 2016.

2° Le décret n° 2010-258 du 12 mars 2010 relatif à la prime de fonctions et de résultats des fonctionnaires nommés dans un emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat est abrogé à compter du 30 juin 2017.

**Art. 3.** – Le ministre de l'économie et des finances, la ministre de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 décembre 2016.

BERNARD CAZENEUVE

Par le Premier ministre :

*La ministre de la fonction publique,*  
ANNICK GIRARDIN

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*  
MICHEL SAPIN

*Le secrétaire d'Etat  
chargé du budget  
et des comptes publics,*  
CHRISTIAN ECKERT

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat**

NOR : RDF1634956A

La ministre de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, notamment son article 7,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La liste des corps et emplois mentionnés au II de l'article 7 du décret du 20 mai 2014 figure à l'annexe 1 du présent arrêté.

**Art. 2.** – La liste des corps et emplois mentionnés au 1° du III de l'article 7 du décret du 20 mai 2014 figure à l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 3.** – La liste des corps et emplois mentionnés au 2° du III de l'article 7 du décret du 20 mai 2014 figure à l'annexe 3 du présent arrêté.

**Art. 4.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 décembre 2016.

*La ministre de la fonction publique,  
Pour la ministre et par délégation :  
Le sous-directeur des rémunérations,  
de la protection sociale  
et des conditions de travail,  
L. CRUSSON*

*Le secrétaire d'Etat  
chargé du budget  
et des comptes publics,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

*La sous-directrice,  
M. CAMIADE*

#### ANNEXES

#### ANNEXE 1

#### LISTE DES CORPS ET EMPLOIS MENTIONNÉS AU II DE L'ARTICLE 7 DU DÉCRET DU 20 MAI 2014

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
<b>Tous départements ministériels</b>	
Emplois de chef de service intérieur des administrations et établissements publics de l'Etat	Décret n° 71-990 du 13 décembre 1971 relatif aux emplois de chef de service intérieur des administrations et établissements publics de l'Etat
Emplois d'agent principal des services techniques	Décret n° 75-888 du 23 septembre 1975 portant dispositions applicables aux emplois d'agent principal des services techniques
Emploi de chef de service	Décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'Etat



CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Emploi de sous-directeur	Décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'Etat
Emploi de directeur de projet	Décret n° 2008-382 du 21 avril 2008 relatif aux emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet des administrations de l'Etat et de ses établissements publics
Emploi d'expert de haut niveau	Décret n° 2008-382 du 21 avril 2008 relatif aux emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet des administrations de l'Etat et de ses établissements publics
<b>Ministère chargé de l'agriculture</b>	
Emploi de secrétaire général d'établissement d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	Décret n° 96-1062 du 5 décembre 1996 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de secrétaire général d'établissement d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire
Emploi de directeur général adjoint de l'Office national interprofessionnel des grandes cultures et de l'Agence unique de paiement	Décret n° 97-892 du 1 octobre 1997 fixant le statut particulier des fonctionnaires des cadres supérieurs de l'Office national interprofessionnel des grandes cultures et de l'Agence unique de paiement
Emploi d'inspecteur général de l'Office national interprofessionnel des grandes cultures et de l'Agence unique de paiement	
Emploi de sous-directeur de l'Office national interprofessionnel des grandes cultures et de l'Agence unique de paiement	
Corps des inspecteurs généraux adjoints de l'Office national interprofessionnel des grandes cultures et de l'Agence unique de paiement	
Corps des inspecteurs de la santé publique vétérinaire	Décret n° 2002-262 du 22 février 2002 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de la santé publique vétérinaire
Emploi d'inspecteur de l'enseignement agricole	Décret n° 2003-273 du 25 mars 2003 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi d'inspecteur de l'enseignement agricole
Corps des cadres techniques de l'Office national des forêts	Décret n° 2003-552 du 24 juin 2003 relatif au statut particulier du corps des cadres techniques de l'Office national des forêts
Corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts	Décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009 portant statut particulier du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts
Emploi de direction de l'Office national des forêts	Décret n° 2005-1017 du 22 août 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de direction de l'Office national des forêts
Emploi de vice-président du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux	Décret n° 2010-139 du 10 février 2010 relatif aux conditions de nomination aux emplois de vice-président, de président de section et de secrétaire général du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux
Emploi de présidents de section du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux	
Emploi de secrétaire général du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux	
Emploi de directeur général et de directeur des établissements d'enseignement supérieur agricole publics	Décret n° 2010-362 du 8 avril 2010 fixant les conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur général et de directeur des établissements d'enseignement supérieur agricole publics
Corps des chefs de district forestier de l'office national des forêts	Décret n° 74-1000 du 14 novembre 1974 relatif au statut particulier du corps des chefs de district forestier de l'office national des forêts
Corps des techniciens supérieurs forestiers de l'Office national des forêts	Décret n° 2013-1173 du 17 décembre 2013 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs forestiers de l'Office national des forêts
Corps des adjoints techniques relevant du ministère chargé de l'agriculture	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
Corps des adjoints techniques des établissements d'enseignement agricole	Décret n° 94-955 du 3 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des adjoints techniques des établissements d'enseignement agricole publics
<b>Ministère chargé des affaires étrangères</b>	
Corps des adjoints techniques de chancellerie	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
<b>Ministères chargés des affaires sociales, de la santé, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, de la jeunesse et des sports</b>	

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Emplois de direction des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives	Décret n° 2015-633 du 5 juin 2015 relatif aux emplois de direction des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives, de l'Ecole nationale des sports de montagne et de l'Ecole nationale de voile et des sports nautiques
Emplois de direction de l'Ecole nationale des sports de montagne	
Emplois de direction de l'Ecole nationale de voile et des sports nautiques	
Corps des adjoints techniques	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
Corps des adjoints techniques de laboratoires des administrations de l'Etat et relevant du ministère chargé des affaires sociales	Décret n° 2006-1762 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques de laboratoire des administrations de l'Etat
Corps interministériel des infirmières et des infirmiers de l'Etat	Décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat
Corps des infirmiers de l'Etat	Décret n° 2012-762 du 9 mai 2012 portant dispositions statutaires communes aux corps d'infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat
Corps des infirmiers pour l'administration de la Polynésie française	Décret n° 2013-249 du 25 mars 2013 relatif au corps des infirmiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française
Corps des adjoints sanitaires	Décret n° 92-1437 du 30 décembre 1992 portant statut particulier des adjoints sanitaires
Corps des techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire	Décret n° 2013-176 du 27 février 2013 portant statut particulier du corps des techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire
Corps des contrôleurs du travail	Décret n° 97-364 du 18 avril 1997 portant statut particulier du corps des contrôleurs du travail
Corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports	Décret n° 2004-697 du 12 juillet 2004 portant statut particulier du corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports
Corps de l'inspection générale de la jeunesse et des sports	Décret n° 2002-53 du 10 janvier 2002 portant statut particulier du corps de l'inspection générale de la jeunesse et des sports
Emploi de secrétaire général de l'Ecole nationale de la santé publique	Décret n° 99-635 du 21 juillet 1999 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de secrétaire général de l'Ecole nationale de la santé publique.
Emploi de directeur du centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale	Décret n° 2005-1316 du 21 octobre 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de directeur du centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale
Emploi de directeur général du Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière	Décret n° 2009-70 du 19 janvier 2009 relatif au statut d'emploi de directeur général du Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière
<b>Ministère chargé de la culture</b>	
Corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle	Décret n° 2015-286 du 11 mars 2015 portant statut particulier du corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle
Emploi d'administrateur général de l'Etablissement public du musée du Louvre	Décret n° 96-339 du 17 avril 1996 portant statut d'emploi de l'administrateur général de l'Etablissement public du musée du Louvre
Emploi de directeur du musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	Décret n° 91-1300 du 19 décembre 1991 portant statut d'emploi de directeur du musée national des châteaux de Versailles et de Trianon
Emploi d'administrateur général de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles	Décret n° 2002-853 du 2 mai 2002 portant statut d'emploi d'administrateur général de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles
Emploi de directeur général de la Bibliothèque nationale de France	Décret n° 2004-1038 du 1 octobre 2004 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de directeur général de la Bibliothèque nationale de France
Emploi de directeur chargé des collections de la Bibliothèque nationale de France	Décret n° 2004-1039 du 1 octobre 2004 portant statut des emplois de directeurs de la Bibliothèque nationale de France
Emploi de directeur chargé des services et des réseaux de la Bibliothèque nationale de France	
Emploi de directeur chargé de l'administration et du personnel de la Bibliothèque nationale de France	
Emploi de directeur délégué chargé des ressources humaines de la Bibliothèque nationale de France	
Conservateurs du patrimoine	Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Corps des architectes urbanistes de l'Etat	Décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat
Corps des techniciens d'art	Décret n° 2012-230 du 16 février 2012 portant statut particulier du corps des techniciens d'art
Corps des chefs de travaux d'art	Décret n° 92-260 du 23 mars 1992 portant création de corps des chefs de travaux d'art du ministère chargé de la culture et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps
Corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine	Décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 portant statut particulier du corps des ingénieurs-économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine
Corps des techniciens des services culturels et des bâtiments de France	Décret n° 2012-229 du 16 février 2012 portant statut particulier du corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France
Corps des adjoints d'accueil, de surveillance et de magasinage	Décret n° 95-239 du 2 mars 1995 portant statut particulier du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture
Corps des adjoints techniques du ministère chargé de la culture	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
<b>Ministère chargé de la défense</b>	
Corps des agents techniques	Décret n° 76-1110 du 29 novembre 1976 relatif au statut particulier du corps des agents techniques du ministère de la défense.
Emploi de directeur de la caisse nationale militaire de sécurité sociale	Décret n° 79-387 du 7 mai 1979 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de direction de la caisse nationale militaire de sécurité sociale
Emploi de directeur adjoint de la caisse nationale militaire de sécurité sociale	
Emploi de secrétaire général de la caisse nationale militaire de sécurité sociale	
Emploi de directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre	Décret n° 2009-964 du 31 juillet 2009 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois d'encadrement supérieur de la direction générale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre
Emploi de directeur général adjoint de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre	
Corps des ingénieurs d'études et de fabrications	Décret n° 89-750 du 18 octobre 1989 portant statut particulier du corps des ingénieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense
Corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications	Décret n° 2011-964 du 16 août 2011 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense
Corps des infirmiers de la défense	Décret n° 2012-762 du 9 mai 2012 portant dispositions statutaires communes aux corps d'infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat
<b>Ministère chargé de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</b>	
Corps des médecins de l'éducation nationale	Décret n° 91-1195 du 27 novembre 1991 portant dispositions statutaires applicables au corps des médecins de l'éducation nationale et à l'emploi de médecin de l'éducation nationale-conseiller technique
Emplois de médecin de l'éducation nationale – conseiller technique	
Emplois de directeur général des services des établissements publics à caractère scientifique culturel et professionnel	Décret n° 2010-175 du 23 février 2010 relatif à l'emploi de secrétaire général d'établissement public d'enseignement supérieur
Emplois d'agent comptable d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel	Décret n° 98-408 du 27 mai 1998 portant statut d'emploi d'agent comptable d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Corps des infirmières et des infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale	Décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat
Corps des infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	Décret n° 2012-762 du 9 mai 2012 portant dispositions statutaires communes aux corps d'infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat
Emploi de directeur général du Réseau Canopé	Décret n° 2005-1311 du 21 octobre 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur général et de directeur de certains établissements publics nationaux à caractère administratif
Emploi de directeur de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)	
Emploi de directeur du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)	
Emploi de directeur du Centre international d'études pédagogiques (CIEP)	

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Emploi de président du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS)	
Emploi de directeur adjoint du Réseau Canopé	
Emploi de secrétaire général du Réseau Canopé	
Emploi de directeur adjoint de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)	
Emploi de secrétaire général de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)	
Emploi de secrétaire général du centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)	
Emploi de directeur adjoint du Centre international d'études pédagogiques (CIEP)	
Emploi de secrétaire général du Centre international d'études pédagogiques (CIEP)	
Emploi de directeur général délégué du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS)	
Emploi de directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED)	
Emploi de secrétaire général du Centre national d'enseignement à distance (CNED)	
Emplois de sous-directeur du centre national des œuvres universitaires et scolaires	Décret n° 68-317 du 7 mars 1968 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur adjoint et de sous-directeur du centre national des œuvres universitaires et scolaires
Emploi de directeur général des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires	Décret n° 2010-174 du 23 février 2010 relatif à l'emploi de directeur de centre régional des œuvres universitaires et scolaires
Emploi d'agents comptables des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires	Décret n° 2004-515 du 8 juin 2004 portant statut d'emploi d'agent comptable de centre régional des œuvres universitaires et scolaires
Emploi de directeur territorial de l'établissement public Réseau CANOPE	Décret n° 2015-1830 du 29 décembre 2015 fixant les conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de directeur territorial de l'établissement public Réseau Canopé
Emploi de chef de mission de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche	Décret n° 2016-620 du 18 mai 2016 portant statut d'emploi de chef de mission de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche
Emplois de vice-recteur	
Emplois de conseiller de recteur ou de vice-recteur	
Emplois de directeur de cabinet de recteur ou de vice-recteur	
Emplois d'adjoint au directeur académique des services de l'éducation nationale chargé du 1 <sup>er</sup> degré	
Emplois de conseiller technique de recteur ou de vice-recteur pour les établissements et la vie scolaire	
Emplois d'adjoint au secrétaire général d'académie	
Emplois de secrétaire général de direction des services départementaux de l'éducation nationale	
<b>Ministère chargé de l'environnement et de l'aviation civile</b>	
Corps des adjoints techniques	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
Syndics des gens de mer	Décret n° 2000-572 du 26 juin 2000 portant statut particulier du corps des syndics des gens de mer
Emploi de chef d'unité opérationnelle des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat	Décret n° 2001-128 du 7 février 2001 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de chef d'unité opérationnelle des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat
Corps des officiers de port	Décret n° 2001-188 du 26 février 2001 relatif au statut particulier du corps des officiers de port
Corps des officiers de port adjoints	Décret n° 2013-1146 du 12 décembre 2013 portant statut particulier du corps des officiers de port adjoints

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Emploi de responsable de capitainerie	Décret n° 2013-1147 du 12 décembre 2013 relatif à l'emploi de responsable de capitainerie
Corps des architectes et urbanistes de l'Etat	Décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat
Corps des techniciens de l'environnement	Décret n° 2001-586 du 5 juillet 2001 portant statut particulier du corps des techniciens de l'environnement
Corps des agents techniques de l'environnement	Décret n° 2001-585 du 5 juillet 2001 portant statut particulier du corps des agents techniques de l'environnement
Corps des adjoints d'administration de l'aviation civile	Décret n° 93-616 du 26 mars 1993 relatif au statut particulier du corps des adjoints d'administration de l'aviation civile
Corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts	Décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009 portant statut particulier du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts
Corps des chargés de recherche du développement durable	Décret n° 2014-1324 du 4 novembre 2014 portant statuts particuliers du corps des chargés de recherche du développement durable et du corps des directeurs de recherche du développement durable
Corps des directeurs de recherche du développement durable	
<b>Ministère chargé de la fonction publique</b>	
Emploi de directeur des études et des stages d'institut régional d'administration	Décret n° 78-343 du 15 mars 1978 relatif à l'emploi de directeur des études et des stages d'institut régional d'administration
Emploi de directeur d'institut régional d'administration	Décret n° 98-1154 du 16 décembre 1998 relatif à l'emploi de directeur d'institut régional d'administration
<b>Ministère chargé de l'intérieur</b>	
Emplois de chef des services des systèmes d'information et de communication Emplois de chef de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication des administrations de l'Etat	Décret n° 2007-1487 du 17 octobre 2007 relatif à l'emploi de chef des services des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur Décret n° 2016-81 du 29 janvier 2016 relatif à l'emploi de chef de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication des administrations de l'Etat
Corps des ingénieurs des systèmes d'information et de la communication	Décret n° 2015-576 du 27 mai 2015 portant statut particulier du corps des ingénieurs des systèmes d'information et de communication
Corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière	Décret n° 2013-422 du 22 mai 2013 portant statut particulier du corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière
Corps des adjoints de protection de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	Décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides
Corps des agents des systèmes d'information et de communication	Décret n° 69-904 du 29 septembre 1969 portant règlement d'administration publique relatif au statut du corps des agents des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur
Corps des techniciens des systèmes d'information et de communication	Décret n° 2011-1987 du 27 décembre 2011 portant statut particulier du corps des techniciens des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur
Emploi de chef des services des systèmes d'information et de communication	Décret n° 2007-1487 du 17 octobre 2007 relatif à l'emploi de chef des services des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur
Corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur	Décret n° 2005-1304 du 19 octobre 2005 portant statut particulier du corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur
Emploi de chef des services techniques du ministère de l'intérieur	Décret n° 2005-1305 du 19 octobre 2005 relatif aux emplois de chef des services techniques du ministère de l'intérieur
Corps des adjoints techniques relevant du ministère de l'intérieur	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
Contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur	Décret n° 2011-1988 du 27 décembre 2011 portant statut particulier du corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur
<b>Ministère chargé de la justice</b>	
Corps des adjoints techniques	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
Emplois de directeur fonctionnel des services de greffe judiciaires	Décret n° 2015-1274 du 13 octobre 2015 portant statut d'emploi de directeur fonctionnel des services de greffe judiciaires
Emplois de greffier fonctionnel des services judiciaires	Décret n° 2015-1276 du 13 octobre 2015 relatif au statut d'emplois de greffier fonctionnel des services judiciaires
Emploi de chef de service de la grande chancellerie de la Légion d'honneur	Décret n° 76-1170 du 14 décembre 1976 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service de la grande chancellerie de la Légion d'honneur

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Emploi de secrétaire général adjoint de la grande chancellerie de la Légion d'honneur	Décret n° 77-1244 du 14 novembre 1977 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de secrétaire général adjoint de la grande chancellerie de la Légion d'honneur
Emploi de secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur	Décret n° 2003-1177 du 8 décembre 2003 relatif à l'emploi de secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur
<b>Ministères économiques et financiers</b>	
Emploi de ministre conseiller pour les affaires économiques	Décret n° 2004-1259 du 25 novembre 2004 relatif à l'emploi de ministre conseiller pour les affaires économiques
Corps des conseillers économiques	Décret n° 2004-1260 du 25 novembre 2004 fixant le statut particulier du corps des conseillers économiques
Corps des attachés économiques	Décret n° 97-511 du 21 mai 1997 fixant le statut particulier du corps des attachés économiques
Personnels scientifiques de laboratoire	Décret n° 2000-1011 du 17 octobre 2000 portant statut particulier des personnels scientifiques de laboratoire du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Corps des techniciens de laboratoire	Décret n° 2012-379 d Décret du 19 mars 2012 portant statut particulier des techniciens de laboratoire relevant des ministres chargés de l'économie et du budget
Corps des adjoints techniques relevant des ministères économiques et financiers	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
Corps des adjoints techniques de laboratoire	Décret n° 2006-1762 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques de laboratoire des administrations de l'Etat
Corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 68-268 du 21 mars 1968 relatif au statut particulier des administrateurs des postes et télécommunications
Corps des ingénieurs-économistes de la construction	Décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 portant statut particulier du corps des ingénieurs-économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine
Corps du contrôle général économique et financier	Décret n° 2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier
Emploi de chef de mission de contrôle général économique et financier	Décret n° 2005-438 du 9 mai 2005 portant statut d'emploi de chef de mission de contrôle général économique et financier
<b>Conseil d'Etat – Cour nationale du droit d'asile</b>	
Corps des adjoints techniques	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
<b>Juridictions financières</b>	
Corps des adjoints techniques	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat
<b>Services du Premier ministre</b>	
Corps des adjoints techniques	Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat

## ANNEXE 2

## LISTE DES CORPS ET EMPLOIS MENTIONNÉS AU 1° DU III DE L'ARTICLE 7 DU DÉCRET DU 20 MAI 2014

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE	DATE LIMITE D'ADHÉSION
<b>Tous départements ministériels</b>		
Emploi de direction de l'administration territoriale de l'Etat	Décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat	1 <sup>er</sup> juillet 2017
<b>Ministère chargé des affaires étrangères</b>		
Emploi de chef du protocole	Décret n° 2007-1880 du 26 décembre 2007 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de chef du protocole, introducteur des ambassadeurs	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)	Décret n° 2003-364 du 17 avril 2003 relatif à l'emploi de directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	1 <sup>er</sup> juillet 2017

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE	DATE LIMITE D'ADHÉSION
Corps des ministres plénipotentiaires	Décret n° 69-222 du 6 mars 1969 relatif au statut particulier des agents diplomatiques et consulaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des attachés des systèmes d'information et de communication		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps de secrétaires des systèmes d'information et de communication		1 <sup>er</sup> juillet 2017
<b>Ministères chargés des affaires sociales, de la santé, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, de la jeunesse et des sports</b>		
Corps des ingénieurs du génie sanitaire	Décret n° 90-973 du 30 octobre 1990 portant statut particulier du corps des ingénieurs du génie sanitaire	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi d'ingénieur hors classe du génie sanitaire	Décret n° 90-974 du 30 octobre 1990 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi d'ingénieur hors classe du génie sanitaire	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des ingénieurs d'études sanitaires	Décret n° 90-975 du 30 octobre 1990 portant statut particulier du corps des ingénieurs d'études sanitaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des médecins inspecteurs de santé publique	Décret n° 91-1025 du 7 octobre 1991 relatif au statut particulier des médecins inspecteurs de santé publique	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des pharmaciens inspecteurs de santé publique	Décret n° 92-1432 du 30 décembre 1992 relatif au statut particulier des pharmaciens inspecteurs de santé publique	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des professeurs d'enseignement général de l'Institut national des jeunes aveugles	Décret n° 93-292 du 8 mars 1993 portant statut particulier du corps des professeurs d'enseignement général de l'Institut national des jeunes aveugles	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des professeurs d'enseignement général des instituts nationaux de jeunes sourds	Décret n° 93-293 du 8 mars 1993 portant statut particulier du corps des professeurs d'enseignement général des instituts nationaux de jeunes sourds	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des professeurs d'enseignement technique des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles	Décret n° 93-294 du 8 mars 1993 portant statut particulier du corps des professeurs d'enseignement technique des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des inspecteurs pédagogiques et techniques des établissements de jeunes sourds et de jeunes aveugles	Décret n° 97-820 du 5 septembre 1997 portant statut particulier des inspecteurs pédagogiques et techniques des établissements de jeunes sourds et de jeunes aveugles relevant du ministère chargé des affaires sociales	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de secrétaire général des instituts nationaux de jeunes sourds, de l'Institut national des jeunes aveugles et des Thermes nationaux d'Aix-les-Bains	Décret n° 99-638 du 21 juillet 1999 portant statut d'emplois du personnel de direction des instituts nationaux de jeunes sourds, de l'Institut national des jeunes aveugles et des Thermes nationaux d'Aix-les-Bains	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de directeur des instituts nationaux de jeunes sourds, de l'Institut national des jeunes aveugles et des Thermes nationaux d'Aix-les-Bains		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles	Décret n° 2015-802 du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 portant statut particulier du corps des éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des personnels scientifiques de laboratoire de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé	Décret n° 98-385 du 18 mai 1998 portant statut particulier des personnels scientifiques de laboratoire de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de secrétaire général de l'Institut national du sport et de l'éducation physique	Décret n° 2008-1166 du 12 novembre 2008 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de secrétaire général et de chef de département de l'Institut national du sport et de l'éducation physique	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de chef de département de l'Institut national du sport et de l'éducation physique		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps de l'inspection générale des affaires sociales	Décret n° 2011-931 du 1 <sup>er</sup> août 2011 portant statut particulier du corps de l'inspection générale des affaires sociales	1 <sup>er</sup> janvier 2018
<b>Ministère chargé de l'agriculture</b>		
Corps des ingénieurs de recherche	Décret n° 95-370 du 6 avril 1995 fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux	1 <sup>er</sup> septembre 2017

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE	DATE LIMITE D'ADHÉSION
Corps des ingénieurs d'études	personnels techniques de formation et de recherche du ministère de l'agriculture et de la pêche	
Corps des assistants ingénieurs		
Corps des techniciens de formation et de recherche		
Corps des adjoints techniques de formation et de recherche		
Corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement	Décret n° 2006-8 du 4 janvier 2006 relatif au statut particulier du corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des techniciens supérieurs	Décret n° 2011-489 du 4 mai 2011 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs du ministère chargé de l'agriculture	1 <sup>er</sup> janvier 2018
<b>Ministère chargé de la culture</b>		
Corps des chargés d'études documentaires	Décret n° 98-188 du 19 mars 1998 fixant les dispositions statutaires applicables aux corps de chargés d'études documentaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps de secrétaires de documentation	Décret n° 2013-830 du 16 septembre 2013 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation du ministère de la culture	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des ingénieurs de recherche	Décret n° 91-486 du 14 mai 1991 portant statut particulier des corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Corps des ingénieurs d'études		
Corps des assistants ingénieurs		
Corps des techniciens de recherche		
<b>Ministère chargé de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</b>		
Corps des magasiniers des bibliothèques	Décret n° 88-646 du 6 mai 1988 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des magasiniers des bibliothèques	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Corps des bibliothécaires	Décret n° 92-29 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des bibliothécaires	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Corps des bibliothécaires assistants spécialisés	Décret n° 2011-1140 du 21 septembre 2011 portant statut particulier du corps des bibliothécaires assistants spécialisés	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Conservateurs des bibliothèques	Décret n° 92-26 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des conservateurs des bibliothèques et du corps des conservateurs généraux des bibliothèques	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Conservateurs généraux des bibliothèques		
Corps des ingénieurs de recherche	Décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Corps des ingénieurs d'études		
Corps des assistants ingénieurs		
Corps des techniciens de recherche et formation		
Corps des adjoints techniques de recherche et de formation		
Corps des ingénieurs de recherche des établissements publics, scientifiques et technologiques	Décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics, scientifiques et technologiques Décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du centre national de la recherche scientifique Décret n° 84-1206 du 28 décembre 1984 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) Décret n° 84-1207 du 28 décembre 1984 relatif au statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Institut national de la recherche agronomique	1 <sup>er</sup> septembre 2017
Corps des ingénieurs d'études des établissements publics, scientifiques et technologiques		
Corps des assistants ingénieurs des établissements publics, scientifiques et technologiques		
Corps des techniciens de recherche des établissements publics, scientifiques et technologiques		
Corps des adjoints techniques de la recherche des établissements publics, scientifiques et technologiques		



CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE	DATE LIMITE D'ADHÉSION
	<p>Décret n° 85-1060 du 2 octobre 1985 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).</p> <p>Décret n° 86-398 du 12 mars 1986 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)</p> <p>Décret n° 86-576 du 14 mars 1986 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique</p> <p>Décret n° 88-451 du 21 avril 1988 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national d'études démographiques</p> <p>Décret n° 92-1060 du 1 octobre 1992 relatif au statut particulier des corps de fonctionnaires du Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (IRSTEA)</p>	
<b>Ministère chargé de l'environnement et de l'aviation civile</b>		
Corps interministériel des chargés d'études documentaires	Décret n° 98-188 du 19 mars 1998 fixant les dispositions statutaires applicables aux corps de chargés d'études documentaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de chef d'unité technique de Météo-France	Décret n° 96-931 du 22 octobre 1996 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de chef d'unité technique de Météo-France	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des ingénieurs des travaux de la météorologie	Décret n° 65-184 du 5 mars 1965 relatif au statut particulier des ingénieurs des travaux de la météorologie	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des techniciens supérieurs de la météorologie	Décret n° 2011-1139 du 21 septembre 2011 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs de la météorologie	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des aides-techniciens de la météorologie	Décret n° 64-775 du 28 juillet 1964 portant statut des aides-techniciens de la météorologie	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des dessinateurs de l'équipement	Décret n° 70-606 du 2 juillet 1970 portant statut particulier du corps des dessinateurs de l'équipement	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des experts techniques des services techniques	Décret n° 86-1046 du 15 septembre 1986 relatif au statut particulier du corps des experts techniques des services techniques du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Emploi de chef d'unité opérationnelle des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat	Décret n° 2001-128 du 7 février 2001 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de chef d'unité opérationnelle des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat	Décret n° 73-264 du 6 mars 1973 relatif au statut particulier des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des géomètres de l'Institut national de l'information géographique et forestière	Décret n° 67-91 du 20 janvier 1967 relatif au statut particulier des géomètres de l'Institut national de l'information géographique et forestière	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat	Décret n° 2005-631 du 30 mai 2005 portant statut particulier du corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Emploi d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat	Décret n° 2005-632 du 30 mai 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1 <sup>er</sup> groupe et du 2 <sup>e</sup> groupe	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des techniciens supérieurs du développement durable	Décret n° 2012-1064 du 18 septembre 2012 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs du développement durable	1 <sup>er</sup> janvier 2018
<b>Ministère chargé de l'intérieur</b>		
Corps de l'inspection générale de l'administration	Décret n° 81-241 du 12 mars 1981 portant statut de l'inspection générale de l'administration au ministère de l'intérieur	1 <sup>er</sup> janvier 2018

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE	DATE LIMITE D'ADHÉSION
<b>Ministère chargé de la justice</b>		
Emploi de directeur fonctionnel d'insertion et de probation	Décret n° 2010-1638 du 23 décembre 2010 relatif aux emplois de directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation	Décret n° 2010-1639 du 23 décembre 2010 portant statut particulier des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation	Décret n° 2010-1640 du 23 décembre 2010 portant statut particulier du corps des directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des directeurs des services pénitentiaires	Décret n° 2007-930 du 15 mai 2007 portant statut particulier du corps des directeurs des services pénitentiaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires	Décret n° 2007-931 du 15 mai 2007 relatif aux statuts d'emplois de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de directeur interrégional des services pénitentiaires		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des directeurs techniques de l'administration pénitentiaire	Décret n° 99-669 du 2 août 1999 portant statut particulier des personnels techniques des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des techniciens de l'administration pénitentiaire		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des adjoints techniques de l'administration pénitentiaire		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des directeurs des services de greffe judiciaires	Décret n° 2015-1273 du 13 octobre 2015 portant statut particulier du corps des directeurs des services de greffe judiciaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des greffiers des services judiciaires	Décret n° 2015-1275 du 13 octobre 2015 portant statut particulier des greffiers des services judiciaires	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse	Décret n° 92-344 du 27 mars 1992 portant statut particulier du corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des chefs de service éducatif de la protection judiciaire de la jeunesse	Décret n° 92-345 du 27 mars 1992 portant statut particulier du corps des chefs de service éducatif de la protection judiciaire de la jeunesse	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des psychologues de la protection judiciaire de la jeunesse	Décret n° 96-158 du 29 février 1996 portant statut particulier du corps des psychologues de la protection judiciaire de la jeunesse	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des professeurs techniques de la protection judiciaire de la jeunesse	Décret n° 96-1113 du 19 décembre 1996 relatif au statut particulier des professeurs techniques de la protection judiciaire de la jeunesse	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des directeurs des services de la protection judiciaire de la jeunesse	Décret n° 2005-532 du 24 mai 2005 portant statut particulier du corps des directeurs des services de la protection judiciaire de la jeunesse	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de directeur fonctionnel de la protection judiciaire de la jeunesse	Décret n° 2013-298 du 9 avril 2013 relatif aux statuts d'emplois de directeur fonctionnel de la protection judiciaire de la jeunesse	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de directeur adjoint chargé des recrutements, de la formation initiale et de la recherche à l'Ecole nationale de la magistrature	Décret n° 99-1073 du 21 décembre 1999 régissant les emplois de l'Ecole nationale de la magistrature	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de directeur adjoint chargé de la formation continue, de l'international et de la formation professionnelle spécialisée à l'Ecole nationale de la magistrature		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de chef de cabinet à l'Ecole nationale de la magistrature		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de sous-directeur à l'Ecole nationale de la magistrature		1 <sup>er</sup> juillet 2017

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE	DATE LIMITE D'ADHÉSION
Emploi de coordonnateur de formation à l'École nationale de la magistrature		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de coordonnateur régional de formation à l'École nationale de la magistrature		1 <sup>er</sup> juillet 2017
Emploi de chargé de mission à l'École nationale de la magistrature		1 <sup>er</sup> juillet 2017
<b>Ministères économiques et financiers</b>		
Corps des administrateurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques	Décret n° 67-328 du 31 mars 1967 fixant le statut particulier des administrateurs de l'institut national de la statistique et des études économiques	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des inspecteurs généraux l'Institut national de la statistique et des études économiques	Décret n° 2005-816 du 18 juillet 2005 relatif au statut particulier des inspecteurs généraux de l'Institut national de la statistique et des études économiques	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des attachés-statisticiens de l'Institut national de la statistique et des études économiques	Décret n° 2007-710 du 3 mai 2007 portant dispositions statutaires relatives au corps des attachés statisticiens de l'Institut national de la statistique et des études économiques	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques	Décret n° 2010-1719 du 30 décembre 2010 portant statut particulier du corps des contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques	1 <sup>er</sup> juillet 2017
Corps des techniciens de laboratoire des écoles nationales supérieures des mines	Décret n° 2012-1002 du 29 août 2012 relatif au statut particulier des techniciens de laboratoire des écoles nationales supérieures des mines	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des dessinateurs projeteurs	Décret n° 61-1145 du 13 octobre 1961 portant statut particulier du corps des dessinateurs projeteurs du ministère des finances	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des ingénieurs de l'industrie et des mines	Décret n° 88-507 du 29 avril 1988 portant création et statut particulier du corps des ingénieurs de l'industrie et des mines	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des techniciens supérieurs de l'économie et de l'industrie	Décret n° 2012-984 du 22 août 2012 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs de l'économie et de l'industrie	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Corps des géomètres-cadastrés des finances publiques	Décret n° 2010-983 du 26 août 2010 portant statut particulier du corps des géomètres-cadastrés des finances publiques	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Emploi d'inspecteur spécialisé à la direction générale des finances publiques	Décret n° 82-1038 du 6 décembre 1982 relatif à l'emploi d'inspecteur spécialisé à la direction générale des finances publiques	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Corps des administrateurs des finances publiques	Décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Corps des contrôleurs des finances publiques	Décret n° 2010-982 du 26 août 2010 portant statut particulier du corps des contrôleurs des finances publiques et modifiant le décret n° 95-379 du 10 avril 1995 fixant le statut particulier des contrôleurs des impôts et le décret n° 95-381 du 10 avril 1995 fixant le statut particulier des contrôleurs du Trésor public	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Corps des agents administratifs des finances publiques	Décret n° 2010-984 du 26 août 2010 portant statut particulier du corps des agents administratifs des finances publiques	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Corps des agents techniques des finances publiques	Décret n° 2010-985 du 26 août 2010 portant statut particulier du corps des agents techniques des finances publiques	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Corps des personnels de catégorie A de la direction générale des finances publiques	Décret n° 2010-986 du 26 août 2010 portant statut particulier des personnels de catégorie A de la direction générale des finances publiques	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Emploi de chef de service comptable à la direction générale des finances publiques	Décret n° 2006-814 du 7 juillet 2006 relatif aux emplois de chef de service comptable au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie	1 <sup>er</sup> janvier 2019

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE	DATE LIMITE D'ADHÉSION
Emploi de contrôleur budgétaire et comptable ministériel	Décret n° 2005-1429 du 18 novembre 2005 relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel	1 <sup>er</sup> janvier 2019
<b>Conseil économique, social et environnemental</b>		
Corps des administrateurs du Conseil économique, social et environnemental	Décret n° 2009-940 du 29 juillet 2009 fixant les dispositions statutaires applicables aux corps des administrateurs et des administrateurs adjoints du Conseil économique, social et environnemental ainsi que les dispositions applicables aux emplois de chef de service, de directeur de projet et de chef de mission	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Corps des administrateurs adjoints du Conseil économique, social et environnemental		
Emploi de chef de mission du Conseil économique, social et environnemental		
Corps des adjoints du Conseil économique, social et environnemental	Décret n° 2009-942 du 29 juillet 2009 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des adjoints du Conseil économique, social et environnemental	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Corps des rédacteurs-techniciens du Conseil économique, social et environnemental	Décret n° 2011-215 du 25 février 2011 portant statut particulier du corps des rédacteurs-techniciens du Conseil économique, social et environnemental	1 <sup>er</sup> janvier 2019

## ANNEXE 3

## LISTE DES CORPS ET EMPLOIS MENTIONNÉS AU 2° DU III DE L'ARTICLE 7 DU DÉCRET DU 20 MAI 2014

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
<b>Tous départements ministériels</b>	
Emplois de secrétaire général, directeur général directeur d'administration centrale	Décret n° 85-779 du 24 juillet 1985 portant application de l'article 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 fixant les emplois supérieurs pour lesquels la nomination est laissée à la décision du Gouvernement
<b>Ministère chargé des affaires étrangères</b>	
Emplois de secrétaire général de chancellerie diplomatique	Décret n° 91-388 du 23 avril 1991 portant dispositions statutaires relatives à l'emploi de secrétaire général de chancellerie diplomatique
<b>Ministères chargés des affaires sociales, de la santé, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, de la jeunesse et des sports</b>	
Emploi de médecin inspecteur régional	Décret n° 2007-1837 du 24 décembre 2007 relatif aux emplois de médecin inspecteur régional et de conseiller sanitaire de zone
Emplois de conseiller sanitaire de zone	
Emploi de pharmacien inspecteur régional ou interrégional	Décret n° 2007-1838 du 24 décembre 2007 relatif à l'emploi de pharmacien inspecteur régional ou interrégional
<b>Ministère chargé de l'agriculture</b>	
Cops des conseillers principaux d'éducation des établissements d'enseignement agricole	Décret n° 90-89 du 24 janvier 1990 relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation des établissements d'enseignement agricole
Corps des professeurs de lycée professionnel agricole	Décret n° 90-90 du 24 janvier 1990 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel agricole
Corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-171 du 21 février 1992 portant statuts particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture
Corps des professeurs certifiés de l'enseignement agricole	Décret n° 92-778 du 3 août 1992 relatif au statut particulier des professeurs certifiés de l'enseignement agricole
Corps des chercheurs de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments	Décret n° 98-695 du 30 juillet 1998 relatif au statut particulier des corps des chercheurs de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments
<b>Ministère chargé des affaires sociales</b>	
Corps des moniteurs-éducateurs des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles	Décret n° 75-789 du 21 août 1975 fixant le statut particulier du corps des moniteurs-éducateurs des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles
Corps des aides-soignants des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles	Décret n° 97-1166 du 17 décembre 1997 portant dispositions statutaires relatives aux aides-soignants des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
	national des jeunes aveugles et aux agents des services hospitaliers des établissements nationaux de bienfaisance
Corps des techniciens de physiothérapie	Décret n° 2012-482 du 13 avril 2012 portant statut particulier des techniciens de physiothérapie relevant du ministre chargé de la santé
Corps des professeurs de sport	Décret n° 85-720 du 10 juillet 1985 relatif au statut particulier des professeurs de sport
Corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse	Décret n° 85-721 du 10 juillet 1985 relatif au statut particulier des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse
Corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs	Décret n° 2004-272 du 24 mars 2004 relatif au statut particulier des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs
Emploi de cadre supérieur technique ou scientifique de l'Institut national des sports et de l'éducation physique	Décret n° 2006-733 du 23 juin 2006 relatif aux emplois de cadre supérieur technique ou scientifique de l'Institut national des sports et de l'éducation physique
<b>Ministère chargé des affaires étrangères</b>	
Chefs titulaires de mission diplomatique ayant rang d'ambassadeur	Décret n° 85-779 du 24 juillet 1985 portant application de l'article 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 fixant les emplois supérieurs pour lesquels la nomination est laissée à la décision du Gouvernement
<b>Ministère chargé de la culture</b>	
Corps des professeurs du Conservatoire national supérieur de musique	Décret n° 56-1008 du 2 octobre 1956 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des professeurs du Conservatoire national de musique
Corps des professeurs des écoles d'architecture	Décret n° 94-262 du 1 <sup>er</sup> avril 1994 relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture
Corps des maîtres-assistants des écoles d'architecture	Décret n° 94-262 du 1 <sup>er</sup> avril 1994 relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture
Corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art
<b>Ministère chargé de la défense</b>	
Corps des infirmiers de l'Institution nationale des invalides	Décret n° 90-360 du 23 avril 1990 portant statuts particuliers de certains personnels hospitaliers de l'Institution nationale des invalides

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Corps des infirmiers civils de soins généraux	Décret n° 2005-1597 du 19 décembre 2005 portant statut particulier du corps d'infirmiers civils de soins généraux du ministère de la défense
Corps des aides-soignants et agents des services qualifiés civils	Décret n° 2009-1357 du 3 novembre 2009 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés civils du ministère de la défense et modifiant le décret n° 2005-1597 du 19 décembre 2005 portant statut particulier du corps d'infirmiers civils de soins généraux du ministère de la défense
Corps des techniciens paramédicaux civils	Décret n° 2013-974 du 30 octobre 2013 portant statut particulier du corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense
Corps des cadres de santé paramédicaux civils	Décret n° 2015-303 du 17 mars 2015 portant statut particulier du corps des cadres de santé paramédicaux civils du ministère de la défense
Corps des professeurs des écoles de rééducation professionnelle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre	Décret n° 90-195 du 27 février 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles de rééducation professionnelle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre
<b>Ministère chargé de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</b>	
Emplois de recteur d'académie	Décret n° 85-779 du 24 juillet 1985 portant application de l'article 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 fixant les emplois supérieurs pour lesquels la nomination est laissée à la décision du Gouvernement
Corps des professeurs, du directeur du laboratoire d'essais et du personnel des divers services du Conservatoire national des arts et métiers	Décret du 22 mai 1920 portant règlement du Conservatoire national des arts et métiers
Corps de chefs de travaux	Décret n° 50-1347 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique fixant certaines règles relatives au statut des chefs de travaux des facultés de l'université de Paris, de l'école normale supérieure et des facultés des universités des départements
Corps des professeurs de l'Ecole centrale des arts et manufactures	Décret n° 50-1370 du 2 novembre 1950 relatif au statut particulier des fonctionnaires de l'école centrale des arts et manufactures
Corps des chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive	Décret n° 60-403 du 22 avril 1960 relatif aux dispositions statutaires applicables aux chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive
Corps des maîtres-assistants des disciplines scientifiques, littéraires et de sciences humaines	Décret n° 60-1027 du 26 septembre 1960 relatif au statut particulier des maîtres-assistants des disciplines scientifiques, littéraires et de sciences humaines
Corps des instituteurs	Décret n° 61-1012 du 7 septembre 1961 définissant le statut particulier des instituteurs en ce qui concerne les conditions d'avancement d'échelon et de changement de fonctions
Sous-directeurs et sous-directrices des Ecoles normales supérieures	Décret n° 62-377 du 3 avril 1962 relatif à certaines dispositions statutaires concernant les maîtres de conférences des facultés et les agrégés des facultés de droit
Corps des professeurs de chaires supérieures des établissements classiques, modernes et techniques	Décret n° 68-503 du 30 mai 1968 portant statut particulier des professeurs de chaires supérieures des établissements classiques, modernes et techniques
Corps des conseillers principaux d'éducation	Décret n° 70-738 du 12 août 1970 relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation
Corps des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré	Décret n° 72-580 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré
Corps des professeurs certifiés	Décret n° 72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés
Corps des adjoints d'enseignement	Décret n° 72-583 du 4 juillet 1972 définissant certains éléments du statut particulier des adjoints d'enseignement
Corps des professeurs d'éducation physique et sportive	Décret n° 80-627 du 4 août 1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive
Corps des instituteurs de la Polynésie française	Décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française
Corps des directeurs de recherches des établissements publics scientifiques et technologiques	Décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques
Corps des chargés de recherche des établissements publics scientifiques et technologiques	
Corps des chargés d'administration de la recherche des établissements publics scientifiques et technologiques	

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Corps des attachés d'administration de la recherche des établissements publics scientifiques et technologiques	
Corps des secrétaires d'administration de la recherche des établissements publics scientifiques et technologiques	
Corps des professeurs des universités	Décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences
Corps des maîtres de conférences	
Corps des professeurs des universités de médecine générale	Décret n° 2008-744 du 28 juillet 2008 portant dispositions relatives aux personnels enseignants des universités, titulaires et non titulaires de médecine générale
Corps des maîtres de conférences des universités de médecine générale	
Corps des professeurs des universités praticiens hospitaliers	Décret n° 84-135 du 24 février 1984 portant statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires
Corps des maîtres de conférences des universités praticiens hospitaliers	
Fonctionnaires de physique nucléaire de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules du Centre national de la recherche scientifique	Décret n° 85-1462 du 30 décembre 1985 relatif aux statuts particuliers de certains corps de fonctionnaires de physique nucléaire de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules du Centre national de la recherche scientifique
Corps des astronomes et physiciens	Décret n° 86-434 du 12 mars 1986 portant statuts du corps des astronomes et physiciens et du corps des astronomes adjoints et physiciens adjoints
Corps des astronomes adjoints et physiciens adjoints	
Corps des professeurs d'enseignement général des collèges	Décret n° 86-492 du 14 mars 1986 relatif au statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège
Corps des professeurs de l'Institut national des langues et civilisations orientales	Décret n° 88-445 du 22 avril 1988 relatif à l'affectation de personnels enseignants de statut universitaire à l'Institut national des langues et civilisations orientales et portant extinction du corps des professeurs de l'Institut national des langues et civilisations orientales
Corps des professeurs de l'École nationale supérieure d'arts et métiers	Décret n° 88-651 du 6 mai 1988 relatif au statut des professeurs de l'École nationale supérieure d'arts et métiers et à diverses dispositions statutaires applicables aux professeurs techniques adjoints et chefs de travaux pratiques de cette école
Corps des directeurs d'études de l'École des hautes études en sciences sociales	Décret n° 89-709 du 28 septembre 1989 portant statut du corps des directeurs d'études de l'École des hautes études en sciences sociales et du corps des maîtres de conférences de l'École des hautes études en sciences sociales
Corps des maîtres de conférences de l'École des hautes études en sciences sociales	
Corps des directeurs d'études de l'École pratique des hautes études, de l'École nationale des chartes et de l'École française d'Extrême-Orient	Décret n° 89-710 du 28 septembre 1989 portant statut particulier du corps des directeurs d'études et du corps des maîtres de conférences de l'École pratique des hautes études, de l'École nationale des chartes et de l'École française d'Extrême-Orient
Corps des maîtres de conférences de l'École pratique des hautes études, de l'École nationale des chartes et de l'École française d'Extrême-Orient	
Corps des professeurs des écoles	Décret n° 90-680 du 1 août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles
Corps des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues	Décret n° 91-290 du 20 mars 1991 relatif au statut particulier des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues
Corps des adjoints techniques des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale	Décret n° 91-462 du 14 mai 1991 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des adjoints techniques des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale et au corps des techniciens de l'éducation nationale
Corps des techniciens de l'éducation nationale	
Corps des professeurs du Muséum national d'histoire naturelle	Décret n° 92-1178 du 2 novembre 1992 portant statut du corps des professeurs du Muséum national d'histoire naturelle et du corps des maîtres de conférences du Muséum national d'histoire naturelle
Corps des maîtres de conférences du Muséum national d'histoire naturelle	
Corps des professeurs de lycée professionnel	Décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel
Corps des assistants de l'enseignement supérieur	Décret n° 99-170 du 8 mars 1999 portant statut particulier du corps des assistants de l'enseignement supérieur
Corps des professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française	Décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française
Corps des instituteurs de la fonction publique de l'Etat recrutés à Mayotte	Décret n° 2005-119 du 14 février 2005 relatif au statut du corps des instituteurs de la fonction publique de l'Etat recrutés à Mayotte

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Corps des professeurs des écoles à Mayotte	Décret n°2007-1290 du 29 août 2007 relatif aux conditions d'application à Mayotte des dispositions statutaires relatives aux professeurs des écoles
Corps des professeurs du Collège de France	Décret n° 2014-838 du 24 juillet 2014 relatif au Collège de France
Corps des personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation	Décret n° 2001-1174 du 11 décembre 2001 portant statut particulier du corps des personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale
Corps des inspecteurs de l'éducation nationale	Décret n° 90-675 du 18 juillet 1990 portant statuts particuliers des inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux et des inspecteurs de l'éducation nationale
Corps des inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux	
Corps des directeurs de recherche de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	Décret n° 85-1464 du 30 décembre 1985 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
Corps des chargés de recherche de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	
Ingénieurs de recherche de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	
Ingénieurs d'études de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	
Assistants ingénieurs de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	
Techniciens de la recherche de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	
<b>Ministère chargé de l'environnement et de l'aviation civile</b>	
Corps des professeurs techniques de l'enseignement maritime	Décret n° 93-752 du 29 mars 1993 relatif au statut particulier des professeurs techniques de l'enseignement maritime
Corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'Etat	Décret n° 91-393 du 25 avril 1991 portant dispositions statutaires applicables au corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'Etat 1 <sup>er</sup> janvier 2018
Emploi de directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière	Décret n° 2007-393 du 21 mars 2007 relatif à certains emplois de direction de l'Institut national de l'information géographique et forestière
Emploi de secrétaire général de l'Institut national de l'information géographique et forestière	
Emploi de directeurs de l'Institut national de l'information géographique et forestière	
Emploi de secrétaire général du Conseil supérieur de la marine marchande	Décret n° 2002-1165 du 12 septembre 2002 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de secrétaire général du Conseil supérieur de la marine marchande
Corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile	Décret n° 71-917 du 8 novembre 1971 relatif au statut particulier du corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile
Corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne	Décret n° 90-998 du 8 novembre 1990 portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne
Corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne	Décret n° 91-56 du 16 janvier 1991 portant statut du corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne
Corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile	Décret n° 93-622 du 27 mars 1993 relatif au statut particulier du corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile
Emploi de responsable technique de l'aviation civile	Décret n° 2002-1393 du 22 novembre 2002 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de responsable technique de l'aviation civile
Emploi de chefs de service technique principaux de l'aviation civile	Décret n° 2006-1303 du 25 octobre 2006 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service technique principal, chef de service technique, chef d'unité technique, cadre supérieur technique et cadre technique de l'aviation civil
Emploi de chefs de service technique de l'aviation civile	
Emploi de chefs d'unité technique, de l'aviation civile	
Emploi de cadres supérieurs techniques de l'aviation civile	
Emploi de cadres techniques de l'aviation civile	



CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Emploi de secrétaire général de l'école nationale des ponts et chaussées	Décret n° 56-1050 du 13 octobre 1956 portant règlement d'administration publique relatif à la fixation du statut particulier des fonctionnaires du secrétariat de l'école nationale des ponts et chaussées
<b>Ministère chargé de l'intérieur</b>	
Emplois de directeur des services actifs de police de la préfecture de police	Décret n° 79-63 du 23 janvier 1979 relatif aux emplois de directeur des services actifs de police de la préfecture de police
Emploi de directeur des services actifs de la police nationale	Décret n° 85-779 du 24 juillet 1985 portant application de l'article 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 fixant les emplois supérieurs pour lesquels la nomination est laissée à la décision du Gouvernement
Emploi de chef du service de l'inspection générale de la police nationale	Décret n° 85-779 du 24 juillet 1985 portant application de l'article 25 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 fixant les emplois supérieurs pour lesquels la nomination est laissée à la décision du Gouvernement
Corps des ingénieurs de police technique et scientifique de la police nationale	Décret n° 2002-811 du 3 mai 2002 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs de police technique et scientifique de la police nationale
Corps des agents spécialisés de police technique et scientifique de la police nationale.	Décret n° 2002-812 du 3 mai 2002 modifié portant statut particulier du corps des agents spécialisés de police technique et scientifique de la police nationale
Corps d'encadrement et d'application de la police nationale	Décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale
Corps de commandement de la police nationale	Décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale
Corps de conception et de direction de la police nationale	Décret n° 2005-939 du 2 août 2005 portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale
Corps des techniciens de police technique et scientifique de la police nationale	Décret n° 2005-1204 du 26 septembre 2005 modifié portant statut particulier du corps des techniciens de police technique et scientifique de la police nationale
Emplois fonctionnels de responsable d'unité locale de police	Décret n° 2005-1622 du 22 décembre 2005 instituant des emplois fonctionnels de responsable d'unité locale de police
Emplois d'inspecteur général des services actifs de la police nationale	Décret n° 2007-315 du 7 mars 2007 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois d'inspecteur général et de contrôleur général des services actifs de la police nationale
Emplois de contrôleur général des services actifs de la police nationale	Décret n° 2007-315 du 7 mars 2007 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois d'inspecteur général et de contrôleur général des services actifs de la police nationale
Emplois de directeur et de directeur adjoint de laboratoire de l'Institut national de police scientifique	Décret n° 2013-1135 du 9 décembre 2013 relatif aux emplois de directeur et de directeur adjoint de laboratoire de l'Institut national de police scientifique
<b>Ministère chargé de la justice</b>	
Corps des chefs des services d'insertion et de probation	Décret n° 93-1114 du 21 septembre 1993 relatif au statut particulier du personnel d'insertion et de probation de l'administration pénitentiaire
Corps des surveillants pénitentiaires de l'Etat pour l'administration de Mayotte	Décret n° 2005-143 du 17 février 2005 relatif au statut du corps des surveillants pénitentiaires de l'Etat pour l'administration de Mayotte et fixant les conditions d'intégration des agents titulaires et de titularisation des agents non titulaires de la collectivité départementale de Mayotte mis à disposition des services pénitentiaires dans des corps de la fonction publique de l'Etat
Corps de commandement du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire	Décret n° 2006-441 du 14 avril 2006 portant statut particulier des corps du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire
Corps d'encadrement et d'application du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire	
Corps des chargés d'éducation des maisons d'éducation de la Légion d'honneur	Décret n° 2013-355 du 25 avril 2013 portant statut particulier du corps des chargés d'éducation des maisons d'éducation de la Légion d'honneur
<b>Ministères économiques et financiers</b>	
Corps de l'inspection générale des finances	Décret n° 73-276 du 14 mars 1973 relatif au statut particulier du corps de l'inspection générale des finances
Corps des ingénieurs des mines	Décret n° 2009-63 du 16 janvier 2009 portant statut particulier du corps des ingénieurs des mines
Emploi de directeur régional du commerce extérieur	Décret n° 85-1065 du 3 octobre 1985 relatif aux emplois de directeur régional du commerce extérieur et d'attaché régional du commerce extérieur
Emploi d'attaché régional du commerce extérieur	

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Personnels des services déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes appartenant à la catégorie A	Décret n° 2007-119 du 30 janvier 2007 portant statut des agents de catégorie A des services déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
Emploi de directeur interrégional, régional et fonctionnel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Décret n° 2007-120 du 30 janvier 2007 relatif aux emplois de directeur interrégional, régional et fonctionnel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
Emploi d'inspecteur expert de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Décret n° 2007-121 du 30 janvier 2007 relatif à l'emploi d'inspecteur expert de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
Corps des contrôleurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Décret n° 2010-1720 du 30 décembre 2010 portant statut particulier du corps des contrôleurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
Corps des adjoints de contrôle de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Décret n° 68-619 du 29 juin 1968 fixant le statut particulier du corps des adjoints de contrôle des services déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
Corps des agents de contestation des douanes	Décret n° 79-88 du 25 janvier 1979 fixant le statut particulier du corps des agents de constatation des douanes
Corps des contrôleurs des douanes et des droits indirects	Décret n° 95-380 du 10 avril 1995 fixant le statut particulier du corps des contrôleurs des douanes et droits indirects
Personnels de catégorie A des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects	Décret n° 2007-400 du 22 mars 2007 fixant le statut particulier des personnels de catégorie A des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects
Emploi d'administrateur général des douanes et droits indirects	Décret n° 2012-586 du 26 avril 2012 relatif aux emplois de direction de la direction générale des douanes et droits indirects
Emploi d'administrateur supérieur des douanes et droits indirects	
Emploi d'administrateur des douanes et droits indirects	
Emploi de personnels navigants de direction générale des douanes et droits indirects	Décret n° 91-804 du 19 août 1991 relatif au statut d'emploi des personnels navigants de la direction générale des douanes et droits indirects
Corps des administrateurs financiers de la Caisse nationale de crédit agricole	Décret n° 67-172 du 6 mars 1967 relatif aux statuts particuliers des fonctionnaires des cadres supérieurs de la caisse nationale de crédit agricole
Fonctionnaires techniques de l'établissement public La Monnaie de Paris	Décret n° 68-270 du 19 mars 1968 relatif au statut particulier des fonctionnaires techniques des Monnaies et médailles
Corps des personnels de maîtrise de l'Imprimerie nationale	Décret n° 69-795 du 7 août 1969 fixant le statut particulier des fonctionnaires techniques de l'Imprimerie nationale
Corps des personnels de la correction de l'Imprimerie nationale	Décret n° 69-795 du 7 août 1969 fixant le statut particulier des fonctionnaires techniques de l'Imprimerie nationale
Corps des adjoints techniques de l'Imprimerie nationale	Décret n° 69-795 du 7 août 1969 fixant le statut particulier des fonctionnaires techniques de l'Imprimerie nationale
Corps des enseignants de l'Institut Mines-Télécom	Décret n° 2007-468 du 28 mars 2007 portant statut particulier des enseignants de l'Institut Mines-Télécom
Corps des maîtres-assistants de l'Institut Mines-Télécom	Décret n° 2007-468 du 28 mars 2007 portant statut particulier des enseignants de l'Institut Mines-Télécom
<b>Conseil d'Etat et Cour nationale du droit d'asile</b>	
Membres du Conseil d'Etat	Code de justice administrative
Membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	
<b>Juridictions financières</b>	
Membres de la Cour des comptes	Code des juridictions financières
Emploi de président de chambre régionale des comptes	
Emploi de vice-président de chambre régionale des comptes	
Corps des magistrats des chambres régionales des comptes	
<b>Services du Premier ministre</b>	

CORPS ET EMPLOIS	DÉCRET STATUTAIRE
Emploi de secrétaire général du Conseil d'orientation des retraites	Décret n° 2002-1413 du 6 décembre 2002 portant statut d'emploi de secrétaire général du Conseil d'orientation des retraites